

**Service d'infrastructure
de la défense Sud-Ouest
Caserne Pelleport
9 rue de Cursol - CS 21152
33 068 BORDEAUX CEDEX**

MARCHE PUBLIC DE SERVICES



--	--	--	--	--	--	--

Cahier des Clauses Techniques Particulières C.C.T.P

33 - Cazaux - BA120

**Accord-cadre à bons de commande relatif à la
maintenance, exploitation, travaux des installations
d'eaux et environnementales des emprises de
Cazaux et leurs annexes.**

Table des matières

1. CHAPITRE 1 - GENERALITES	6
1.1. Présentation du marché.....	6
1.2. Domaine géographique d'intervention.....	6
1.3. Décomposition du marché.....	7
1.4. Textes réglementaires applicables au marché	7
1.5. Conditions générales de réalisation des prestations.....	8
1.5.1. Généralités	8
1.5.2. Sécurité et accès aux sites	8
1.5.3. Horaires de travail.....	8
1.5.4. Restauration	9
1.5.5. Protection de l'environnement et gestion des déchets.....	9
1.5.6. Maîtrise des risques, prévention.....	10
1.5.7. Mise à disposition de locaux	12
1.5.8. Energies	12
1.5.9. Stockage et utilisation des produits chimiques.....	12
1.5.10. Déplacements au sein des entités de CAZAUX	13
1.5.11. Outillage - EPI.....	13
1.6. Management du contrat et suivi des prestations.....	14
1.6.1. Equipe d'encadrement.....	14
1.6.2. Equipe de maintenance (poste 1)	16
1.6.3. Equipes de travaux (postes 2)	16
1.6.4. Habilitations.....	16
1.6.5. GMAO – GTP (gestion technique du patrimoine)	16
1.6.6. Réunion et rapport mensuel d'activité	17
1.6.7. Réunion et rapport trimestriel d'activité	19
1.6.8. Réunion et rapport annuel.....	19
1.7. Contrôle qualité	20
1.8. Plan de réversibilité	20
1.9. Installations nouvelles.....	20
2. DEFINITION DES RESULTATS ATTENDUS.....	22
2.1. Limites de prestations générales.....	22
2.2. Obligations de résultats	22
2.3. Obligations de résultats particulières.....	23

2.4.	Objectifs de réactivité.....	24
2.4.1.	Réalisation des prestations de maintenance préventive.....	24
2.4.2.	Réalisation de maintenance correctives - demandes d'intervention/dépannage.....	24
2.4.3.	Respect des délais de réalisation	26
2.5.	Objectifs en terme de traçabilité lors de la mise en place du contrat.....	26
3.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES – GENERALITES	28
3.1.1.	Mise en place des prestations – continuité de service	28
3.1.2.	Elaboration d'un programme de maintenance.....	28
3.1.3.	Matériels.	28
3.1.4.	Etat des lieux et mise à jour de l'inventaire des installations.	28
3.1.5.	Mise en place d'un service d'astreinte	29
3.1.6.	Maintien en conformité	29
3.1.7.	Prestations à réaliser lors d'un audit	29
3.1.8.	Mise en place d'un service de réception, de traitement et de suivi des demandes	29
3.1.9.	Fouilles.....	30
3.1.10.	Locaux techniques et nettoyage de chantier	30
4.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES - POSTE 1 – MAINTENANCE	31
4.1.	Périmètre technique.....	31
4.1.1.	Les installations du réseau d'eau potable (détail fourni en annexe 1).....	31
4.1.2.	Les installations du réseau d'incendie (détail fourni en annexe 2).....	31
4.1.3.	Les installations du réseau assainissement (détail fourni en annexe 3 et 3bis (AFG)).....	31
4.1.4.	Les installations du réseau eaux pluviales (détail fourni en annexe 4)	31
4.1.5.	Les installations séparateurs hydrocarbures (détail en annexe 5).....	32
4.1.6.	Les piézomètres (détail en annexe 6)	32
4.1.7.	Les bacs à graisse (détail en annexe 7)	32
4.2.	Prestations à effectuer	32
4.2.1.	Préambule	32
4.2.2.	Analyses de l'eau destinée à la consommation humaine.....	32
4.2.3.	Analyses des effluents.....	33
4.2.4.	Tournées.....	33
4.2.5.	Forages.....	33
4.2.6.	Réseaux d'adduction d'eau	34
4.2.7.	Réservoirs	35
4.2.8.	Surpresseurs	35
4.2.9.	Poteaux incendie	35
4.2.10.	Fosses septiques	35

4.2.11.	Bacs à graisse	35
4.2.12.	Interventions sur les installations et réseaux d'eaux usées et pluviales.....	36
4.2.13.	Analyses réseau d'eaux usées.....	36
4.2.14.	Postes de relevages.....	36
4.2.15.	Séparateurs hydrocarbures	37
4.2.16.	Piézomètres	38
4.2.17.	GTC EU	38
4.3.	Maintenance corrective	38

5. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES - POSTE 2 SUR BONS DE COMMANDE 40

5.1.	Généralités.....	40
5.2.	Devis.....	40
5.3.	Prestations non définie au BPU	40
5.4.	Réalisation	41
5.5.	Réception	Erreur ! Signet non défini.
5.6.	Documents à fournir avant travaux	41
5.7.	Documents à fournir après travaux	41

Liste des annexes

N° Annexes	Intitulé annexes
Annexe 1	Liste des installations du réseau d'eau potable de la formation BdD et DGA EV incluses dans le poste 1 forfaitaire.
Annexe 2	Liste des installations incendie incluses dans le poste 1 forfaitaire : réservoirs incendie, poteaux incendie.
Annexe 3	Liste des installations du réseau d'assainissement incluses dans le poste 1 forfaitaire : Postes de relevage, fosses septiques y compris épandage, bacs à graisse.
Annexe 3bis	Entretien et maintenance station SIMPO AFG
Annexe 4	Liste des installations du réseau d'eaux pluviales.
Annexe 5	Liste des séparateurs hydrocarbures inclus dans le poste 1 forfaitaire entrant dans le programme d'entretien « hydrocureur » - Périodicité d'interventions.
Annexe 6	Liste des piézomètres inclus dans le poste 1 forfaitaire
Annexe 7	Liste des Bacs à graisses
Annexe 8	Programme d'entretien hydrocurage annuel.
Annexe 9	Programme indicatif annuel des analyses des eaux usées.
Annexe 10	Planning indicatif annuel de surveillance eau potable
Annexe 11 et 11 bis	Convention spéciale de déversement avec le SIBA
Annexe 12	Exigences cyber

1. CHAPITRE 1 - Généralités

1.1. Présentation du marché

Le présent CCTP a pour objet la définition de prestations de travaux et d'entretien des installations d'eaux et environnementales à réaliser sur les emprises militaires du périmètre de l'Unité de Soutien des Infrastructures de la Défense (USID) de CAZAUX qui se situent dans les départements de la Gironde (33).

Il concerne les installations suivantes :

- Installations de captage de l'eau potable (forages profonds Annexe 1) ;
- Installations de traitement de l'eau potable (Annexe 1);
- Installation de distribution et de stockage de l'eau potable (annexe 1);
- Installations de collecte, de traitement et de rejet des eaux usées (annexe 3 et 3 bis);
- Protection contre l'incendie (réseaux ; poteaux incendie ; réservoirs, Annexe 2) ;
- Séparateurs d'hydrocarbures (Annexe 5);
- Bacs à graisses (Annexe 7);
- Piézomètres (Annexe 6) ;
- Réseaux d'eaux pluviales (Annexe 4)
- Installation ICPE et IOTA, analyses suivant planning (annexe 5).

Ce marché décrit un niveau minimum de moyens visant à préserver la pérennité des installations, cependant l'obligation de résultats fait partie intégrante de celui-ci.

Les prestations de ce marché seront réalisées dans un lot unique. Les principaux organismes soutenus par l'USID de Cazaux sont :

- la Base aérienne 120,
- la Direction Générale de l'Armement (D.G.A.),
- le Service des Essences des Armées (DEA).

Les prestations décrites dans le présent CCTP concernent l'ensemble des sites, cependant des particularités liées à un site peuvent être décrites dans les chapitres suivants.

Les plans d'ensemble des emprises, des réseaux et des bâtiments seront disponibles auprès de l'USID de Cazaux.

1.2. Domaine géographique d'intervention

L'emprise de CAZAUX s'étend sur 5 600 hectares dont 2 200 ha en zone lacustre. Elle comprend :

- 100 hectares de chaussées aéronautiques et 50 km de voies routières ;
- 600 bâtiments ;

Elle est principalement constituée de deux entités.

L'entité « Base Aérienne 120 et organismes de soutien rattachés » comprenant environ 400 bâtiments répartis sur une superficie de 2 000 hectares, effectif d'environ 1600 personnes.

L'entité « Direction générale de l'armement - Essais en vols » (DGA-EV) comprenant une zone vie d'environ 65 ha, un champ de tir de 3 700 ha comprenant une zone terrestre de 1 500 ha et une zone lacustre de 2 200 ha (commune à la BdD), des sites éloignés (radar, guerre électronique, point de mesures optiques, ...) d'environ 8 ha. Sur cette emprise sont construits environ 180 bâtiments, effectifs environ 500 personnes.

1.3. Décomposition du marché

Le marché se décompose en 2 postes à appliquer sur les installations des emprises de CAZAUX.

Poste 1 : Prestations forfaitaires de maintenances préventive et corrective, dont dépannages.

Les prestations forfaitaires sont assujetties à une obligation de résultats. A ce titre, le titulaire garantit à l'USID de Cazaux, selon des modalités définies au présent CCTP, que l'état général des installations dont il assure la maintenance et l'entretien dans le cadre des prestations forfaitaires sera dans un état d'usure et d'entretien conforme au standard de vétusté et aux règles de l'art.

Ces prestations comprennent en particulier l'ensemble des activités concourant :

- A la disponibilité permanente des installations et à la continuité de service.
- Au bon respect des réglementations en vigueur (réglementations du travail, sanitaire, d'hygiène et de sécurité...), notamment par la veille réglementaire.
- A la pérennisation des équipements.
- A la recherche permanente et optimale pour l'amélioration des résultats et le conseil auprès de l'USID de Cazaux.
- A structurer l'organisation des prestations par voie de procédures écrites et de notes d'organisation.

Poste 2 : Prestations à la demande sur bordereau de prix unitaire.

Les travaux de ce poste seront lancés par bons de commande établis sur la base du bordereau de prix unitaires joint en annexe à l'acte d'engagement au vu des devis fournis par l'entreprise, mais également à la marge de prix nouveau.

L'USID se réserve le droit de réaliser certaines prestations en faisant appel à sa main d'œuvre intégrée (régie), le volume restant cependant marginal.

1.4. Textes réglementaires applicables au marché

Toutes les directives européennes, lois, normes, décrets, D.T.U. et règlements en vigueur concernant les prestations objet du présent CCTP s'appliquent intégralement, qu'il s'agisse d'opérations réalisées au titre de la partie forfaitaire du marché ou de travaux sur ou hors bordereau de prix unitaires.

Notamment, les Code du Travail, de l'Environnement, de la santé publique, de la Construction et de l'Habitation dans leur dernière version, s'appliquent intégralement pour les prestations du présent marché, le titulaire devant prendre en charge toutes les obligations qui lui incombent. Son attention est attirée sur les dispositions à prendre lors d'interventions de quelque nature qu'elles soient dans des locaux occupés.

La réalisation des travaux sera menée conformément au Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de travaux.

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur le respect de l'arrêté du 19/05/2020 et son guide d'application, relatif aux mesures de prévention concernant les travaux ou prestations de service effectuées dans un organisme de la défense par une ou plusieurs entreprises extérieures.

1.5. Conditions générales de réalisation des prestations

1.5.1. Généralités

Le titulaire du présent marché devra être parfaitement informé de la configuration générale du site dont il doit assurer la maintenance, l'entretien et la surveillance du patrimoine bâti et des réseaux AEP, EU et EP.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir d'un oubli ou d'une méconnaissance quelconque pour ne pas assurer les prestations nécessaires à la conduite, à la surveillance ou à la maintenance des installations objets du présent CCTP.

1.5.2. Sécurité et accès aux sites

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers tout ou partie des renseignements et documents recueillis au cours de ses prestations, sauf autorisation écrite de l'USID de Cazaux. Ne sont toutefois pas considérées comme des tiers les personnes ou entreprises consultées dans le cadre de l'exercice d'une prestation.

Pour toute demande d'accès aux différents sites avec demande de badge, les fiches de renseignement et de contrôle élémentaire devront être renseignées et une copie de pièce nationale d'identité et photo fournies. Le nombre de badge permanent est limité, aussi l'USID de Cazaux pourra, si elle juge la demande non fondée, refuser certaines demandes émises par le titulaire.

Pour toutes demandes d'accès ponctuels, le titulaire fournira les bio-datas des intervenants 72 heures ouvrées avant l'intervention pour les ressortissants Français, 7 jours pour les étrangers. Ces personnes devront être accompagnées par un personnel « permanent » de l'entreprise titulaire pendant leur présence sur les emprises de Cazaux.

1.5.3. Horaires de travail

Les horaires normaux de travail de l'USID de Cazaux sont :

- Du lundi au vendredi de 8h00 à 17h00 (15h00 le vendredi).

Les horaires particuliers pour chaque entité soutenue sont :

- BA 120 et organismes rattachés : journée continue de 8h00 à 17h00 du lundi au jeudi et de 8h00 à 15h le vendredi.
- DGA-EV : journée continue de 8h30 à 16h30 du lundi au vendredi.

Ces horaires sont susceptibles d'évoluer. En cas d'urgence, il sera possible d'obtenir une dérogation pour travail hors cloche sous réserve que le titulaire en ait informé l'USID.

Pour tous travaux non urgents et à réaliser en dehors des heures normales de service, le titulaire adressera 48 heures avant travaux une demande d'autorisation comprenant la liste des personnels devant intervenir.

Le calendrier annuel des fermetures de chaque organisme sera remis au titulaire à titre indicatif lorsqu'il sera connu par l'USID.

A titre d'information des candidats et sans que cela n'ait une quelconque valeur contractuelle,

l'USID informe les différents candidats que les périodes prévisionnelles de fermeture annuelle du site DGA EV sont généralement une de deux semaines au mois d'août et l'autre de deux semaines en fin d'année (également pour la partie BA120). Des travaux seront programmés au cours de ces fermetures.

Les maintenances préventives et correctives ainsi que les travaux seront généralement réalisés pendant les heures normales de travail, à l'exception de celles qui nécessitent l'arrêt des installations entravant le fonctionnement opérationnel ou incompatible avec la continuité de service des organismes soutenus. Ce type de prestations, exceptionnelles et limitées, fera l'objet d'une entente préalable et d'une planification qui n'entre pas dans le cadre d'interventions urgentes de mise en sécurité des personnes et des biens.

En cas d'intervention planifiée en dehors des horaires de travail normal et en accord des deux parties, une majoration du taux horaire sera appliquée selon les barèmes majorés (tableau « coefficients » annexé au marché).

En cas de dépassement d'horaires, le titulaire devra communiquer quotidiennement ou hebdomadairement la liste de ses personnels travaillant en dépassement de l'horaire de travail afin de réaliser les préavis de visite. Dans ce cas une surveillance du chantier sera assurée par l'USID. Dans cette situation, la personne n'assure que la fonction de surveillance des personnels du titulaire, en aucun cas elle ne pourra prendre de décision sur un problème technique.

1.5.4. Restauration

La restauration sera possible et à titre onéreux sur le site de Cazaux, au mess mixte pour les personnels du titulaire. Les conditions d'utilisation seront celles définies pour les passagers. Une tenue correcte est exigée pour accéder au restaurant et les consignes sanitaires devront être respectées.

1.5.5. Protection de l'environnement et gestion des déchets

D'une manière générale, le titulaire fait son affaire de tous les déchets générés par son activité dans le cadre du présent marché. Il devra en assurer le tri, l'évacuation et le transport des déchets vers des centres de tri agréés

Le titulaire devra être inscrit sur « TRACKDECHETS ». Toutes les parties administratives en matière de bordereaux de suivi de déchets seront traitées depuis la plateforme.

Le titulaire du présent marché s'engage à récupérer tous les éléments et produits qui nuisent à l'environnement et à les recycler ou les détruire selon les règlements en vigueur. Le transport, tout comme le regroupement avant transport, sera effectué dans les conditions réglementaires et donnera lieu à l'établissement des documents et certificats appropriés.

Pour les éléments qui le nécessitent, une copie des documents attestant le recyclage ou la destruction devra être fournie à l'USID de Cazaux.

Toute récupération et/ou destruction devra faire l'objet d'un document écrit par le titulaire avec l'aide du service environnement de la DGA-EV ou de la BA120 suivant l'entité concernée. Ce document sera sous forme de bordereau de suivi de déchets indiquant les types et les quantités enlevées. Il devra être signé par le titulaire et le responsable du marché.

Concernant les bordereaux de suivi de déchets amiantés, ceux-ci sont de la responsabilité du SID en tant qu'émetteur du déchet, mais le BSDA sera à renseigner et son suivi assuré par le titulaire.

Le titulaire s'engage à respecter les exigences environnementales législatives et réglementaires qui lui sont applicables à la date de signature du marché.

L'entité DGA-EV est certifiées ISO 14001 et le titulaire devra être sensibilisé à leur politique environnementale. Lors des audits internes ou externes ISO 14 001, le responsable de site devra impérativement être présent ou se faire représenter par son adjoint. Tous les documents nécessaires et demandés par les auditeurs, devront être disponibles dans la base documentaire et à jour des derniers contrôles et dernières visites.

1.5.6. Maîtrise des risques, prévention

1.5.6.1. Plan de prévention

Dès le lancement du contrat, des réunions pour l'établissement des plans de prévention seront organisées par le responsable du suivi du marché de l'USID de chaque site. Lors de ces réunions seront obligatoirement présents le responsable du suivi du marché de l'USID, le représentant 'hygiène et sécurité' du site concerné et le titulaire ou son représentant, un plan de prévention sera établi conformément à l'arrêté du 19/05/2020 et son guide d'application.

L'établissement du plan de prévention sera précédé d'une inspection commune des lieux d'exécution des prestations à l'issue de laquelle une analyse des risques sera réalisée. Le plan de prévention devra prendre en compte les consignes de sécurité communiquées par l'administration et devra comporter au moins des dispositions dans les domaines suivants :

- La définition des phases d'activités dangereuses et des moyens spécifiques correspondants.
- L'adaptation des matériels, installations et dispositifs relatifs à l'opération.
- Les instructions à donner aux salariés.
- L'organisation des secours.
- Les visites périodiques.

Ce plan sera établi en deux exemplaires (un pour le Titulaire et un pour le responsable de marché de l'USID de Cazaux). Le Titulaire devra communiquer un exemplaire du plan de prévention à ses sous-traitants, qui sont soumis aux mêmes règles (visites, avenant au plan de prévention initial, ...)

En outre, lorsque les prestations objets du présent marché sont exécutées de nuit ou dans un lieu isolé, le titulaire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'aucun salarié de son entreprise ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai en cas d'accident.

Le titulaire a l'obligation d'informer ses salariés des dangers spécifiques auxquels ils sont exposés et les mesures prises pour les prévenir en application du plan de prévention. Ils doivent être informés des zones dangereuses ainsi que des moyens mis en œuvre pour les matérialiser (affiches, consignes). Ils doivent être informés des dispositifs de protection collective et individuelle et des accès de secours. A ce titre, le titulaire communiquera à l'USID le contenu précis des formations et informations communiquées à ses salariés en matière de prévention.

En outre, le titulaire devra signaler immédiatement à l'USID de Cazaux, tout accident du travail dont serait victime un de ses salariés, y compris de ses entreprises sous-traitantes ou prestataires, dans l'exécution des prestations objet du présent marché.

1.5.6.2. Risque amiante

Le titulaire doit identifier les risques liés aux projets ou interventions. Il doit évaluer tous les risques détectés. Si la criticité du risque est jugée suffisamment significative, les actions de

maîtrise doivent être élaborées avant toute intervention.

Il sera notamment admis, du fait de l'ancienneté de certaines installations, la présence de matériaux amiantés. Le titulaire devra réaliser un compte-rendu immédiat en cas de doute. L'USID de Cazaux prendra alors toutes les mesures pour lever ce doute (diagnostic avant travaux, analyse du DTA, analyses d'informations relatives aux bâtiments, ...).

A ce titre, il sera mis à disposition du titulaire les Dossiers Techniques Amiante (DTA) avant chaque intervention, des Diagnostics Avant Travaux (DAT) de recherche de Matériaux Contenant de l'Amiante (MCA) commandés par l'USID de Cazaux (hors présent marché) selon l'ampleur de l'opération à réaliser et particulièrement dans le cadre d'opérations « d'améliorations, modifications ou aménagements ».

Le marché inclut également les travaux de désamiantage dans le cadre de démolition d'installations, réhabilitation globale ou tous autres travaux au titre de la sous-section 3 et sur établissement de devis au titre du poste à bon de commande.

Dans le cadre de ses interventions, le titulaire devra être formé aux travaux à proximité de MCA (remplacement ponctuel, travail à proximité de matériaux amiantés, réparations localisées, etc.). Une analyse conjointe des risques sera réalisée afin d'établir le périmètre des prestations qui, selon le résultat, pourra se limiter à une intervention du niveau sous-section 4 (conformément à l'article R. 4412-94 du code du travail). Le titulaire aura alors à sa charge la réalisation des prestations, soit par son personnel soit par un sous-traitant sur présentation des justificatifs et attestation de compétences conformes à la réglementation (en application de l'article R.4412-139 du code du travail). Le certificat de qualification devra être délivré par l'AFNOR CERTIFICATION ou par QUALIBAT 1552 « traitements de l'amiante en place concernant les matériaux et produits à risques particuliers » ou équivalent. L'entreprise a l'obligation d'être titulaire d'une certification en cours de validité, et couvrant la période d'exécution des prestations, délivrée par un organisme certificateur justifiant de sa capacité à réaliser les travaux concernant l'amiante mentionnés au présent CCTP.

En général, les prestations à réaliser en sous-section 4 sont de type :

- Enlèvement ou dépose partielle d'éléments de faux-plafond, dalles de plancher technique, conduite fibro ciment (EP/EU/EV), dalles vinyle,
- Perçage (sur mur revêtu en extérieur ou intérieur) ou carottage,
- Balisage et marquage de zones suspectées de contenir de l'amiante,
- Reprise ponctuelle de petites voiries.

Cette liste n'est pas exhaustive et ne saurait en aucun faire l'objet d'un refus du titulaire d'exécuter les prestations de maintenance.

1.5.6.3.Risque incendie

L'entrepreneur titulaire du marché devra assurer à ses frais sous sa responsabilité les mesures de protection contre l'incendie, comportant la présence obligatoire sur son chantier :

- D'un extincteur à mousse efficace contre les feux pouvant être provoqués par les matériels, engins, véhicules employés ;
- D'un extincteur sur chacun des véhicules ou engins à moteur thermique de son entreprise et/ou relevant de sa responsabilité.

De plus, il sera interdit d'allumer des feux nus.

Un permis de feu selon la procédure en vigueur sera établi avant tout travail utilisant des

équipements de soudage, meulage ou tout travaux par points chauds.

1.5.6.4. Risque pyrotechnique.

Les personnels du titulaire seront sensibilisés à la sécurité pyrotechnique. Cette sensibilisation sera indispensable pour être autorisés à intervenir sur les diverses zones pyrotechniques du Site de Cazaux.

Une Commission d'Evaluation du Risque Pyrotechnique (CERP) devra être demandée avant tout travaux intrusif dans le sol et hors zone déjà travaillée. Le titulaire devra prendre en compte les recommandations inscrites dans le procès-verbal de cette CERP afin d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

1.5.7. Mise à disposition de locaux

L'emprise de CAZAUX dispose d'une aire d'accueil des entreprises prévue à cet effet. Le titulaire aura à sa charge la fourniture et la mise en place des locaux appropriés et nécessaires à son domaine d'activité (zone bureaux et le HM24 pour du stockage). La zone permet l'installation d'un préfabriqué permettant d'avoir à demeure deux à trois bureaux d'environ 20m², et la mise en place d'un conteneur de stockage 20 pieds au niveau du HM24.

Dès la notification du présent marché au titulaire, ce dernier adressera une lettre au commandant de la base de défense de Cazaux demandant l'autorisation d'occuper les biens ci-dessus énumérés pour la durée du marché.

Le titulaire maintiendra en état de propreté les locaux qui seront mis éventuellement à sa disposition, nécessaires au domaine concerné, qui feront l'objet d'un contrat de prêt. L'accès aux locaux mis à la disposition du titulaire restera à tout moment possible à l'USID de Cazaux ainsi qu'aux diverses commissions de sécurité, incendie, gendarmerie, CHSCT...

Le titulaire contractera les assurances nécessaires et suffisantes à la couverture des locaux qui sont mis à sa disposition. Une demande d'autorisation d'occupation temporaire à titre gracieux sera rédigée par le titulaire et transmise au chef de l'USID de CAZAUX. L'équipement mobilier de ces locaux et le nettoyage seront à la charge du titulaire.

Sont également à la charge du titulaire les frais inhérents à l'installation, raccordement et forfait des lignes téléphoniques extérieures (internet, téléphonie, GTC).

Le titulaire prend en considération que ces mises à disposition de locaux ou d'aire d'accueil sont considérées comme des installations de chantier permanentes pour tous travaux de maintenance ou par bons de commande sur l'ensemble des emprises, pour ses besoins et ceux de ses sous-traitants.

1.5.8. Energies

Dans le cadre du marché, le titulaire aura à sa disposition : eau et électricité. A charge du titulaire de se raccorder avec des sous compteurs sur les points mis à sa disposition et de faire procéder aux vérifications réglementaires.

1.5.9. Stockage et utilisation des produits chimiques

Les produits chimiques utilisés par le titulaire seront stockés dans les conditions réglementaires de sécurité, même s'il doit pour cela avoir recours à l'installation d'un abri mobile extérieur et de bacs de rétention. Il se conformera aux procédures mises en place par l'USID de Cazaux.

Le titulaire devra fournir à l'USID de Cazaux les fiches de données de sécurité de chaque produit chimique utilisé. Les FDS devront être accessibles et à jour, positionnées au plus près des produits stockés. En début de marché, le titulaire fournira à l'USID de Cazaux la liste la plus exhaustive possible des produits chimiques qu'il sera appelé à utiliser dans le cadre de ses

prestations. Cette liste sera sous forme de tableau Excel, elle sera mise à jour à chaque modification et un exemplaire sera remis à l'USID de Cazaux avant toute utilisation qui restera le seul à autoriser le stockage sur site.

Cette liste comprendra, au minimum :

- La désignation du produit.
- Sa référence fabricant.
- Eventuellement les produits équivalents susceptibles d'être utilisés.
- Son utilisation.
- La référence et la date de son autorisation d'utilisation sur le site.
- Son lieu de stockage.
- La quantité normalement stockée sur le site.
- La nécessité de surveillance médicale spéciale des utilisateurs.
- Les EPI liés à son utilisation.
- La nécessité de locaux dotés d'équipements spécifiques pour son utilisation (ventilation...).

1.5.10. Déplacements au sein des entités de CAZAUX

Les déplacements à l'intérieur des entités se font exclusivement avec les véhicules du titulaire. Après avoir obtenu l'autorisation d'accès pour ses personnels et ses véhicules, la circulation dans l'enceinte des entités est soumise, outre le code de la route, aux règles de responsabilités définies par le service sécurité du site et communiquées lors de la demande d'autorisation d'accès.

Cependant, la mise en œuvre de certains exercices ou essais liés à l'activité des entités entraîne l'interdiction de circuler dans des zones définies comme gabarit de sécurité, l'étendue de cette zone variant avec la nature des exercices ou essais. La circulation sur la voirie subit donc des interdictions partielles délimitées dans le temps.

Il appartient donc au titulaire de prendre en compte ce paramètre pour planifier ses interventions sur les différentes zones.

Il existe également des interdictions de circuler ou des spécificités particulières pour stationner, au niveau des zones pyrotechniques par exemple (Zones GMU, ATEX...). Une sensibilisation aux dangers pyrotechniques spécifiques aux entités, sera dispensée aux personnels travaillant régulièrement sur l'entité.

1.5.11. Outillage - EPI

Les personnels intervenant devront posséder leurs outillages adaptés aux prestations à effectuer. Il appartient au titulaire de s'assurer que les outillages qu'il met (ou fait mettre) à la disposition de ses personnels sont en bon état et qu'ils ont subi les vérifications réglementaires nécessaires (pour les outillages le nécessitant).

Les équipements de levage, accès en hauteur... seront fournis par le titulaire dans le cadre des prestations dues au titre du forfait.

De la même manière les personnels du titulaire seront dotés, autant que de besoin, des équipements de protection individuelle (EPI) tout en privilégiant dans un premier temps, la mise en place de moyens de protection collectifs.

1.6. Management du contrat et suivi des prestations

Le présent marché nécessite la mise en place d'une structure apte à répondre à toutes les caractéristiques décrites dans le CCTP.

La fréquence de rendez-vous fixés dans les chapitres suivants est le minimum requis pour la tenue du contrat. Au fur et à mesure de l'avancement du marché, la fréquence pourra être adaptée en fonction des nécessités du service.

Au cours de l'exécution du marché, des réunions diverses et ponctuelles peuvent être organisées à tout moment sur l'initiative de l'USID de Cazaux ou à la demande du titulaire.

1.6.1. Equipe d'encadrement

L'équipe d'encadrement sera armée au minimum d'un (1) responsable de contrat et d'un (1) responsable de site. En début de contrat, le titulaire désignera par écrit le responsable du contrat et le responsable de site.

Le titulaire prendra en compte la particularité des sites et notamment l'augmentation de la masse de travaux à réaliser lors des périodes de fermeture de chaque site en périodes estivale et hivernale.

La fonction du responsable de contrat aura pour caractéristiques essentielles :

- Interlocuteur unique de l'USID de Cazaux, le responsable de contrat s'adjoindra autant que nécessaire les compétences utiles à la bonne réalisation des prestations.
- Joignable en permanence par moyen de communication portable, ou son remplaçant en cas d'absence.
- Avoir délégation suffisante pour répondre aux urgences des diverses situations envisageables (signature des bons de commande, approvisionnements, sous-traitance, location de matériel, signature plan de prévention, réunions HSCT...).
- De gérer globalement le contrat (aspects administratifs, techniques, financières, HSCT, ...);
- De coordonner l'ensemble des activités et interventions générées par le marché ;
- De piloter les prestations objet du marché, qu'elles relèvent du forfait poste 1 ou poste 2 ;
- D'élaborer, vérifier, analyser et remettre à l'USID de Cazaux tous les documents permettant d'assurer un suivi du marché ;
- De préparer et participer aux réunions programmées dans le cadre du contrat ainsi qu'à toute convocation de l'USID de Cazaux ;
- De gérer les contraintes diverses et fortes liées entre autre aux activités des bénéficiaires : contrôles d'accès, déplacements, criticité et diversité des installations ;
- D'établir et contrôler les devis dans le cadre des travaux hors forfait, de suivre ces travaux avec tenue des plannings correspondants, de vérifier et remettre les DOE ;
- De rendre compte à l'USID de Cazaux des activités en cours, programmées, ...
- D'alerter le cas échéant ;
- De tenir à jour de manière permanente le registre mentionnant les incidents, les mesures prises pour y remédier, et de le présenter mensuellement à l'USID de Cazaux ;

- D'assurer le suivi et la mise à jour de l'inventaire général des matériels installés ;
- De prendre toutes les dispositions visant à répondre de manière adaptée aux situations de crise et aux urgences liées à la prestation du marché ;
- De proposer des opérations pour l'amélioration des performances des installations (coût d'exploitation, maintenabilité, rendement, sécurité, environnement, diminution des coûts de contrôles obligatoires (CVPO) existants ou prévisibles...) ;
- D'assurer la veille réglementaire applicable aux installations concernées par le marché et de tenir informé l'USID de Cazaux de toute évolution de réglementation, et de l'aider dans l'interprétation et la mise en application.
- Avoir le souci permanent en matière d'Hygiène Sécurité et Condition de Travail ainsi qu'en matière de protection de l'Environnement.
- Capacité à faire des propositions visant à faire évoluer les exigences du CCTP.

La fonction de responsable de site aura pour caractéristiques essentielles :

- Présent sur site en permanence durant les horaires de travail et joignable par téléphone à tout moment par les responsables de l'USID de Cazaux.
- Être dédié entièrement au présent marché.
- Gérer la maintenance et l'exploitation de l'ensemble des installations du périmètre technique, sous contraintes diverses et fortes (contrôles d'accès, déplacements, criticité et diversité des installations, activité...)
- Utiliser les outils de la Gestion Technique Centralisée (GTC) : exploitation, analyse, créer un programme, paramétrage, ...
- Responsable des équipes en charge des prestations de maintenance et de travaux sur le site : Soutenir en toutes circonstances ses personnels dans les interventions complexes.
- Maîtriser l'établissement des devis dans le cadre des travaux hors forfait, puis, suivi de ces travaux avec tenue des plannings correspondants et mise à jour des plans de la base documentaire.
- Assurer le suivi et mise à jour de l'inventaire général des installations.
- Présent à toutes les réunions programmées ou non dans le cadre du contrat ainsi qu'à toute convocation demandée par l'USID de Cazaux. Il sera compétent pour répondre à toutes les questions qui pourront lui être posées dans le cadre du contrat.
- Capacité à configurer une GMAO et à faire évoluer sa configuration.
- Savoir mémoriser la criticité des installations techniques et ainsi prioriser ses interventions correctives ou préventives.
- Synchroniser les interventions de maintenance ou travaux en prenant en compte les aléas de déplacement sur les sites (fermeture de routes selon les essais programmés) et vérifier la compatibilité de la mise à l'arrêt d'installations avec l'activité de l'établissement.
- Manager les sous-traitants.
- De proposer des opérations pour l'amélioration des performances des installations (coût d'exploitation, maintenabilité, rendement, sécurité, environnement, diminution des coûts de contrôles obligatoires (CVPO) existants ou prévisibles...) ;

- D'assurer la veille réglementaire applicable aux installations concernées par le marché et de tenir informé l'USID de Cazaux de toute évolution de réglementation, et de l'aider dans l'interprétation et la mise en application.

1.6.2. Equipe de maintenance (poste 1)

Sous les ordres d'un chef d'équipe, cette équipe assurera le suivi quotidien du fonctionnement et de la maintenance préventive et corrective. Elle sera constituée de personnels ayant les qualifications nécessaires et suffisantes pour effectuer en qualité et sécurité les tâches qui lui seront confiées.

Le site de Cazaux devra disposer de ses propres équipes de maintenance sédentaires. Elles seront dimensionnées pour absorber la charge de travail dans le respect des délais imposés, en particulier pour les dépannages, et la réactivité permanentes exigées par l'obligation de résultats. Le titulaire veillera tout particulièrement à assurer la continuité quelle que soit la période de l'année et donc à la présence minimum d'un personnel sur le site pendant les heures ouvrables.

Les équipes effectueront la maintenance selon un plan de maintenance validé par le responsable de contrat et l'USID de Cazaux. Le titulaire veillera à la stabilité de cette équipe pour laquelle la connaissance du site et des installations sera d'une grande importance.

1.6.3. Equipes de travaux (postes 2)

Sous les ordres d'un chef d'équipe, les équipes de travaux interviendront selon les commandes ponctuelles passées au titulaire. Le plan de charge de ces équipes sera donc variable. La qualification des personnels des équipes travaux sera fonction des travaux à exécuter. **Dans tous les cas, les travaux par commandes ponctuelles ne seront pas effectués par les personnels affectés à l'équipe de maintenance.**

1.6.4. Habilitations

Les personnels du titulaire posséderont tous les habilitations nécessaires aux différentes prestations à conduire.

Exemple : habilitations électriques, zones ATEX, zones pyrotechniques, travaux en hauteur, travaux en sous-section 4 (encadrant + opérateurs), opérations sur réseaux d'eau, manipulation produits de traitement et notamment chlore gazeux, opérations sur réseaux d'assainissement, station d'épuration, interventions en espace confiné, gestes et postures, AIPR...

1.6.5. GMAO – GTP (gestion technique du patrimoine)

La gestion des installations techniques, les ordres d'intervention et les échanges relatifs à ces interventions, seront traités par l'outil GTP, SI métiers de la gestion de la maintenance et du patrimoine du SID.

Dès la notification du marché, le titulaire complètera les démarches pour obtenir un accès à INTRADEF et ainsi à GTP. Un poste informatique « INTRADEF » sera mis à disposition du titulaire (un PC pour chaque domaine) dans les locaux mis à leur disposition une fois les personnels accrédités. L'USID de Cazaux s'engage à dispenser au minimum deux demi-journées de formation à l'outil au responsable de site et au responsable du contrat et son adjoint/suppléant.

Au démarrage du marché, des fichiers « pivot » pré-remplis (code immeuble, composant G2D et numéro de bâtiments correspondants) de type tableur seront fournis par l'USID de Cazaux au titulaire entrant. Ce dernier, pendant la reconnaissance de site (3.1.2), vérifiera et complètera au besoin les données techniques des fichiers inventaire existants avant de transposer ces données techniques dans les fichiers pivot fournis. Au terme du mois de vérification des

inventaires, le titulaire remettra à l'USID de Cazaux les fichiers à jour sur support amovible. Aucune modification dans la mise en forme ne pourra être faite dans les fichiers pivot. Si le titulaire, pour ses besoins de maintenance et de surveillance, a le besoin de centraliser des données techniques supplémentaires, il est autorisé à incrémenter les tableurs inventaire fournis en annexe de l'appel d'offres.

Pendant tout la durée du marché, le titulaire devra mettre à jour en continu les fichiers pivot afin d'alimenter l'outil, soit sur remplacement d'équipements au titre du marché ou sur DOE fournis par l'USID de Cazaux.

1.6.6. Réunion et rapport mensuel d'activité

Une réunion mensuelle, organisée entre l'USID de Cazaux et le responsable du contrat sera organisée afin de faire le point sur l'état des installations, les interventions curatives et préventives ainsi que l'avancement des travaux relatifs au marché pour le mois écoulé. Le rapport mensuel sous format informatique sera établi et renseigné par le titulaire. Seront notamment réalisés lors de cette réunion :

- Seront remis tous les documents demandés par l'USID de Cazaux et permettant de tracer l'activité réalisée au titre du marché (rapports d'intervention, d'analyse, carnets sanitaires, journaux des stations d'épuration, analyses d'eau, registres, planning prévisionnel...) ainsi que les éventuelles analyses des documents issus de l'évolution de la veille réglementaire ;
- Le compte rendu des opérations de maintenance préventive et corrective réalisées ;
- La programmation et le recentrage du planning de maintenance préventive ;
- Les éléments relatifs à la maîtrise sanitaire des activités au poste forfaitaire ou sur les travaux des postes 2 : protocole de nettoyage et/ou désinfection de canalisation après pose, attestations de conformité sanitaire, etc...
- La présentation et l'analyse par le titulaire des bilans de consommations des forages et des différents réseaux (histogrammes comparatifs, évolutions), l'identification des anomalies détectées, l'établissement et l'analyse des graphes et tableaux de bord correspondants, les propositions de mesures correctives ;
- L'analyse des comptes rendus d'anomalies des mois passés et du rapport mensuel présenté ;
- La présentation et la remise des devis demandés préalablement ;
- L'analyse des propositions de modification, d'aménagement ou toute suggestion permettant de diminuer les coûts de maintenance, en particulier corrective ;
- La présentation des éventuels travaux de rénovation à envisager ainsi que leur degré d'urgence et l'estimation ;
- La présentation et l'examen systématique du registre mentionnant les incidents, les mesures prises pour y remédier ;
- Un inventaire précis des pièces de rechange mis à jour

En plus du compte-rendu de la réunion mensuelle, le titulaire fournira à l'USID de Cazaux au maximum le quinze (15) du mois un rapport mensuel du mois précédant contenant au minimum :

- Sur l'eau potable :

- La liste et l'historique des opérations effectuées avec les observations associées en distinguant le préventif du curatif ;
- La liste des éléments remplacés, la répartition des temps passés par type d'installation et par type de maintenance (préventif, correctif, astreinte ...) ;
- La liste des opérations de modification éventuelles à apporter ;
- Les incidents rencontrés dans le déroulement des opérations (fiche d'incident) ;
- Les travaux en cours de réalisation avec le planning détaillé d'intervention et le planning prévisionnel ;
- Les différents relevés de compteurs analysés et commentés présentés sous forme d'histogramme et permettant de surveiller l'évolution des consommations, avec analyse des débits afin de localiser les fuites ;
- Les résultats journaliers d'analyse de chlore en sortie des châteaux d'eau ;
- Un rapport relatif au signalement et à la gestion des non conformités relevées lors des opérations de maintenance ou de contrôle de surveillance. Ce rapport présentera les actions correctives envisagées et mises en place. Le rapport permettra d'assurer un suivi de l'efficacité des mesures prises et leur traçabilité.
- Le suivi des analyses.
- **Sur le réseau d'assainissement :**
 - La liste et l'historique des opérations effectuées avec les observations associées en distinguant le préventif du curatif ;
 - La liste des éléments remplacés, la répartition des temps passés par type d'installation, par type de maintenance (préventif, correctif, astreinte ...) ;
 - La liste des opérations de modification éventuelles à apporter ;
 - Les incidents rencontrés dans le déroulement des opérations ;
 - Les travaux en cours de réalisation avec le planning détaillé d'intervention et le planning prévisionnel ;
 - Les différents relevés de compteurs analysés et commentés présentés sous forme d'histogramme et permettant de surveiller l'évolution des débits et une surveillance particulière pour localiser les eaux de nappe ou de pluie ;
 - Les résultats d'analyse d'eaux usées, conforme à la convention avec le SIBA ;
 - Un rapport relatif au signalement et à la gestion des non conformités relevées lors des opérations de maintenance ou de contrôle de surveillance. Ce rapport présentera les actions correctives envisagées et mises en place. Le rapport permettra d'assurer un suivi de l'efficacité des mesures prises et leur traçabilité.
- **Sur le réseau pluvial :**
 - La liste et l'historique des opérations effectuées avec les observations associées en distinguant le préventif du curatif ;
 - La liste des éléments remplacés, la répartition des temps passés par type d'installation, par type de maintenance (préventif, correctif, astreinte ...) ;
 - La liste des opérations de modification éventuelles à apporter ;

- Les incidents rencontrés dans le déroulement des opérations ;
- Les travaux en cours de réalisation avec le planning détaillé d'intervention et le planning prévisionnel.

Des visites contradictoires et/ou des inspections techniques de contrôle seront réalisées par sondage pour contrôler la réalité et la bonne exécution des prestations ainsi que le respect des objectifs définis dans le présent marché. Ces contrôles seront établis suivant des critères précis et selon un processus défini par l'USID de Cazaux et le titulaire.

1.6.7. Réunion et rapport trimestriel d'activité

Un rapport trimestriel sera fourni à l'USID de Cazaux par le titulaire, lors de la tenue de la réunion mensuelle de fin de trimestre.

Ce rapport comprendra au minimum :

- Le bilan des maintenances préventive et corrective,
- La concordance avec le planning prévisionnel et une proposition de réajustement éventuel,
- L'analyse des fiches « maintenance » et les actions correctives à mener dans le temps et suivant selon leur criticité,
- L'analyse contradictoire des prestations exécutées sur la part forfaitaire,
- Les indicateurs de répartition préventif/correctif.
- La liste et présentation des nouveaux textes réglementaires.

L'examen de ce rapport ainsi que les divers indicateurs des rapports mensuels permettront de pouvoir prendre des mesures correctives qui apparaîtraient nécessaires.

1.6.8. Réunion et rapport annuel

A chaque date de notification du contrat, le titulaire fournira à l'USID de Cazaux au format PDF et un exemplaire papier :

- La répartition des coûts Exploitation / maintenance / correctif par bâtiment sur l'année,
- Le recensement des coûts liés à la réglementation,
- Le nombre et les coûts associés aux interventions en astreinte,
- Un tableau de bord annuel permettant de suivre les objectifs définis dans les chapitres 2, 3 et 4,
- L'analyse de ces tableaux de bord avec un récapitulatif des éventuelles pénalités appliquées dans l'année,
- Une proposition d'amélioration des prestations (fréquence, gammes, objectifs, etc..).
- Evolution générale des installations ;
- Travaux de renouvellement et de réparations effectués et à effectuer, avec leurs coûts ;
- Principales opérations d'entretien et de surveillance ;
- Nombre de jours (heures) d'arrêt des différentes installations ;
- Les faits marquants ;
- Les bordereaux de suivi de déchets industriels ;

- Un état des divers comptages et sous comptages (eaux) avec bilan et analyse des consommations ;
- Demandes diverses de l'USID de Cazaux (Bordereaux de Suivi des Déchets ; temps de réparation ; analyse des consommations...) ;
- Tableau récapitulatif des analyses ;
- Rapport de maintenance sur les équipements (pompes doseuses, surpresseurs, pompes de forage, pompes de relevage...) ;
- Rapport sur l'état des accès aux châteaux d'eau et des équipements de sécurité (échelles, crinolines, garde-corps...).

Seront également fournis lors de cette réunion :

- La mise à jour du programme des prestations, de l'inventaire, de la base de données,

L'objet de cette revue de contrat sera de :

- Valider les prestations réalisées lors de l'année,
- Analyser les objectifs définis dans les chapitres suivants ainsi que ceux de performance établis par le titulaire.

Toutes les données renseignées dans les différents rapports ne seront pas forcément issues de la GMAO. Le titulaire mettra en place tous les outils nécessaires à l'extraction et au rendu des différents paramètres.

1.7. Contrôle qualité

L'USID de Cazaux aura à tout moment la possibilité de contrôler les conditions d'exécution des prestations, objet du contrat, à quelque stade que ce soit, et par tous les moyens qu'il jugera utile sans à avoir à en référer au préalable au titulaire.

En outre, le titulaire ne pourra s'opposer à la visite des installations et à l'examen des conditions d'exploitation par des tiers autorisés par l'USID de Cazaux.

1.8. Plan de réversibilité

La démarche de réversibilité est une OBLIGATION FONDAMENTALE du titulaire afin de garantir, au pouvoir adjudicateur, la maîtrise tactique, opérationnelle et stratégique de son patrimoine. Au terme ou en cas de résiliation du marché, pour quelque motif que ce soit, le titulaire s'engage à mettre en œuvre ses meilleurs moyens sur les plans techniques, organisationnels, juridiques et humains, afin de permettre au pouvoir adjudicateur de reprendre ou faire reprendre la réalisation des prestations décrites au marché. Ce plan de réversibilité inclura au minimum tous les documents de maintenance inhérents à chaque installation, le registre des travaux en cours, le registre des pannes en cours et non résolues, l'état des stocks de pièces de rechange

1.9. Installations nouvelles

Plusieurs types d'installations nouvelles ou modifications des installations existantes, en fonction du plan d'investissement, sont réalisés chaque année sur le périmètre technique couvert par le présent marché. La réalisation de ces travaux peut être faite, soit par le biais du présent marché ou dans le cadre de marchés contractualisés avec des entreprises autres que le titulaire. Ce dernier devra toutefois accompagner les différents responsables de site afin de participer à la réception de ces installations ou travaux.

Si aucune réserve n'est signalée au cours de la réception par le titulaire, ces installations entreront alors dans le périmètre des installations concernées par le marché au même titre que toutes les autres. Un PV de réception attestera de cette prise en compte.

Le périmètre des installations concernées par le présent marché est ainsi susceptible de varier de +/- 5% en puissance et/ou en nombre, sans incidence sur le montant forfaitaire souscrit.

2. Définition des résultats attendus

2.1. Limites de prestations générales

Les limites des prestations incluses dans le présent marché ne sont pas mentionnées exhaustivement dans le présent document. Dans l'esprit, sont incluses toutes les prestations nécessaires à la conduite, à l'exploitation, au maintien en conformité (y compris accompagnement des organismes de contrôle), à la protection des biens et des personnes, au dépannage et à la remise en état nominal des installations mentionnées dans le présent CCTP et ses annexes.

De manière général le domaine d'intervention du titulaire pour l'eau potable démarre au niveau des forages et se termine à la vanne d'arrêt du bâtiment (compris). Pour les eaux usées du collecteur de bâtiments jusqu'au point de rejet dans le réseau de la SIBA.

Il sera également inclus dans le forfait :

- L'étalonnage des compteurs AEP ou leurs remplacements ;

Ne sont pas inclus dans le forfait :

- Les travaux de modification et d'amélioration ;
- Les réparations suite à une mauvaise utilisation ou rendues nécessaires par des incidents n'engageant pas la responsabilité du titulaire ;
- Les travaux de mise en conformité suite aux rapports de visite des organismes de contrôle dès lors qu'ils ne concernent pas la maintenance ;
- Les désordres conséquents à des phénomènes météorologiques exceptionnels (tempête, foudre...).

2.2. Obligations de résultats

Les niveaux de maintenance attendus, tant en terme de valeur des équipements qu'en terme de performance et de sécurité, seront conformes aux niveaux définis par la norme NF X 60-000, le titulaire devant être en capacité de satisfaire au quatre niveaux (1 à 4) avec les techniciens sur site et au niveau 5 avec le concours de fabricants, industriels ou organismes agréés.

Ce marché est un marché à obligation de résultats, il décrit cependant un niveau minimum de moyens (nombres de visites, opérations de maintenance ...) visant à préserver la pérennité, la disponibilité permanentes et la performance des installations. Cette obligation de résultats se traduit d'une façon générale par :

- **La garantie de la continuité de la fonctionnalité des différentes installations**, grâce leur disponibilité, à l'obtention de meilleurs rendements, au respect des consignes d'exploitation et de maintenance des constructeurs et installateurs ;
- **Le respect de la qualité de service** nécessaire à la satisfaction des personnels utilisateurs, en recherchant en permanence la mise en adéquation du service rendu et du niveau d'exigence du CCTP, avec une recherche continue de l'amélioration des résultats ;
- **Le maintien des installations en conformité** avec les règlements passant par la veille réglementaire et l'obligation de conseil et assistance auprès de l'USID de Cazaux ;

- **La bonne réalisation de toutes les activités relatives au marché et à sa gestion.** Le titulaire assurera l'enregistrement exhaustif de tous les flux de demande, de traitement et de gestion ;
- **La maintenance et la valorisation de la partie du patrimoine concernée par le marché,** ainsi que l'optimisation du plan de maintenance y compris l'anticipation de la pérennité des installations ;
- **La mise en place d'un plan de progrès** visant aussi bien la diminution des coûts globaux de maintenance que la pérennisation des installations ;
- **La contribution à la sécurité** des personnes et des biens en respectant les obligations générales d'hygiène et de sécurité ;
- La contribution à la politique pour la protection de l'environnement et le développement durable.

Pendant toute la durée du marché, le titulaire communiquera immédiatement à l'USID de Cazaux toutes les informations concernant ses installations afin qu'il puisse avoir une visibilité totale de ces dernières. Elles seront concaténées par le biais de supports complets, à jour et clairement rédigés qui devront comprendre au minimum les carnets d'entretien, les gammes et nomenclatures de chaque équipement et l'historique détaillé de toutes les interventions effectuées sur les installations. En particulier, les inventaires devront être mis à jour soit à chaque rajout, soustraction ou modification de matériels et installations, soit d'une manière systématique avec une fréquence n'excédant pas 3 mois. En l'absence immédiate d'outil de gestion de maintenance partagé, le titulaire proposera son propre outil (GMAO) qui devra être validé par l'USID de Cazaux avant toute mise en place, le temps de la bascule sur GTP.

De même, le titulaire fera son affaire pour la formation régulière de techniciens de renfort de l'équipe d'exploitation. Ce renfort particulier aura une connaissance égale à celle du technicien attitré et devra être disponible et opérationnel au besoin en toute circonstance et dans les mêmes conditions que celui-ci.

Le marché est à obligation de résultat, à ce titre, le titulaire devra être capable de démontrer à tous moments qu'il a les moyens humain et matériel, y compris en pièces de rechange, de remplir ses obligations. Les prestations, opérations, et leurs périodicités indiquées dans le CCTP sont à considérer comme des programmes d'intervention, de prestations ou de maintenance minimum. Ces programmes ne sauraient en aucun cas être considérés comme exhaustifs. Le titulaire ayant à charge de réaliser l'ensemble des opérations d'entretien ou maintenance nécessaire au respect de l'obligation de résultat et à la parfaite conservation des installations et ouvrages conformément aux notices d'entretien des constructeurs, à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art.

2.3. Obligations de résultats particulières

Le titulaire s'engage à fournir, en tous lieux et tous temps, l'eau nécessaire aux besoins du site. Dans sa démarche de maintenance et si les installations devenaient insuffisantes pour satisfaire les besoins du site, le titulaire s'engage à proposer toutes les solutions techniques visant à établir ou rétablir la distribution minimum nécessaires aux contraintes du site.

En cas de pollution avérée, le titulaire devra l'assistance pour la recherche d'une pollution sur les réseaux d'eau potable et/ou eaux usées (analyses comprises).

En cas d'incendie et sur demande de l'USID de Cazaux, le titulaire devra mettre à la disposition du service incendie tout le personnel nécessaire pour effectuer les manœuvres du réseau.

Dans la limite des possibilités des installations, le titulaire doit assurer le cheminement de la totalité des eaux usées vers la connexion avec le SIBA. Il est responsable de la qualité des effluents rejetés et doit satisfaire aux conditions prescrites par la convention actuelle avec le SIBA.

La pression minimale de l'eau en service normal et en pied de bâtiment sera la pression compatible avec les installations existantes soit 3 bars.

Le taux de chlore à la sortie de chaque production devra être maintenu à 0.3mg/litres.

2.4. Objectifs de réactivité

Dans le cadre de l'obligation de résultats, le titulaire devra la traçabilité de toutes ses interventions que ce soit dans le cadre de la maintenance préventive (rendez-vous réguliers et fourniture de compte-rendu, extraction des indicateurs de maintenance) et de la maintenance corrective (compte-rendu immédiat après intervention et fourniture d'une fiche « maintenance »).

A tous moments, l'USID de Cazaux pourra exiger du titulaire un état factuel des actions de maintenance préventives et correctives non commencées, en cours et terminées. L'absence d'un personnel ne pourra pas être une raison valable pour ne pas répondre à une sollicitation de l'USID de Cazaux.

Des créneaux de réalisation des prestations de maintenance ou de travaux pourront être imposés au titulaire, notamment dans les zones dites sensibles ou opérationnelles (zones ouvertes à l'année mais proposant en général deux créneaux de fermeture annuelle – pour mémoire une coupure estivale et une coupure hivernale). Des créneaux de fermeture ponctuelle de zones peuvent également être mis à disposition, le titulaire devra alors adapter son plan de charge et modifier son planning prévisionnel en conséquence.

2.4.1. Réalisation des prestations de maintenance préventive

L'exigence relative au respect du programme annuel de maintenance est mesurée chaque mois pour l'ensemble des prestations. Les programmations sont à charge du titulaire qui proposera des plannings prévisionnels de maintenance validés par l'USID de Cazaux.

Au cours des maintenances préventives et en cas de constats de petits correctifs à réaliser, les prestations (si elles entrent dans la part forfaitaire corrective selon les annexes du présent CCTP) seront immédiatement réalisées. A la fin de l'intervention il sera adressé un compte rendu à l'USID de Cazaux (fiche maintenance) détaillant les modalités d'intervention ainsi que les quantités forfaitaires utilisées.

Délai d'intervention : c'est le délai entre la prestation de maintenance préventive planifiée (plan de maintenance et GMAO) et sa réalisation. Seuls les jours ouvrés sont comptabilisés. Le délai maximum entre une planification et sa réalisation ne pourra dépasser **8 jours ouvrables**, sous peine d'application des pénalités de retard. Les plannings prévisionnels pourront être ajustés en accord des deux parties et sur décision formalisée de l'USID de Cazaux et sur présentation de documents justifiant les reports (intempéries, impératifs opérationnels, essais majeur, etc.).

2.4.2. Réalisation de maintenance correctives - demandes d'intervention/dépannage

Les maintenances correctives type dépannage seront à réaliser soit à l'occasion des maintenances préventives à l'initiative de l'entreprise (avec accord de l'USID de Cazaux et dans la limite des quantités fixées dans les annexes), soit sur demande d'intervention de l'USID de Cazaux sur DI (demande d'intervention EUREKA/GTP), voire par téléphone si urgence

signalée et régularisation écrite a posteriori.

2 objectifs à atteindre pour ces prestations : le respect du délai d'intervention et du délai de remise en configuration.

Délai d'intervention : c'est le délai l'envoi de la demande par l'USID de Cazaux et le début de l'intervention du prestataire (déplacement sur le lieu signalé de la panne) pour chaque intervention corrective. Le titulaire devra alors localiser, diagnostiquer, mettre en sécurité et réparer si possible l'installation si la prestation entre dans le cadre forfaitaire.

La délai d'intervention est fixé suivant le critère d'urgence imposé par l'USID de Cazaux :

- P1 (**sécurité des personnes ou des biens, opérationnel**) : immédiate et au maximum dans l'heure qui suit la demande,
- P2 : maximum 1 jour ouvré,
- P3 : maximum 5 jours ouvrés.

A titre indicatif et sans notion contractuelle, le nombre d'interventions habituellement déclenchée est :

- Pour l'entité de CAZAUX est d'environ 300 demandes annuelles de dépannage (BA 120 et DGA confondues), la majorité des interventions étant d'urgence P3, un volume d'environ 5 % pour les P1 et 10 % pour les P2 est à prendre en compte.

Pour chaque demande d'intervention, et quelle que soit l'entité, sont incluses dans le forfait :

- La mise en sécurité comprenant le déplacement aller/retour sur la zone d'intervention, la mise en place de balisage ou tout autre moyen de signalisation, l'éventuel évacuation de déchets dans le périmètre immédiat de la zone, la consignation des réseaux si nécessaire,
- La réparation ou remise en état immédiate jusqu'au seuil de 400 € H.T. pour le coût des pièces uniquement. La main d'œuvre et toutes les autres sujétions sont réputées incluses dans le prix annuel du Poste 1. Par exemple :
 - Une demande avec 250 € HT de fourniture et 200 € HT de main d'œuvre soit un montant total de 450 € HT sera incluse dans le forfait (Poste 1)
 - Une demande avec 450 € HT de fourniture et 200 € HT de main d'œuvre soit un montant total de 650 € HT ne sera pas incluse dans le forfait (Poste 1) et devra faire l'objet d'un devis au BPU (Poste 2)
- La fourniture de devis si la réparation ou remise en état dépasse le seuil fixé ci-dessus

Il pourra être admis à titre exceptionnel pour faire face à une situation de panne et sur approbation de l'USID de Cazaux, une remise en fonctionnement dégradé, c'est à dire ne présentant pas toutes les caractéristiques du fonctionnement nominal mais garantissant toutefois la sécurité des personnes et des biens. Cette situation devra être levée dans les meilleurs délais par une remise en configuration nominale de l'équipement ou de l'installation telle que prévue par le constructeur. Pour les équipements de haute technicité, le titulaire fera appel au constructeur autant que de besoin et ce, dans le cadre du forfait.

Délais de remise en configuration : c'est le délai entre la prise en compte de la demande par le titulaire et la clôture de l'intervention corrective par le titulaire. Seules, les heures ouvrées sont comptabilisées.

- a) Pour les interventions ne nécessitant pas de devis

Le délai de remise en configuration est fixé à :

- Pour les installations de criticité P1, 24 heures.
- Pour les installations de criticité P2, 4 jours ouvrés.
- Pour les installations de criticité P3, le délai de remise en configuration sera déterminé sur demande de l'USID de Cazaux (en règle générale dans les deux semaines selon la complexité du dossier).

Quelle que soit la situation, le délai de remise en configuration ne devra en aucun cas excéder 25 jours calendaires à partir de la date de transmission au titulaire de la demande par l'USID de Cazaux.

b) Pour les interventions nécessitant l'établissement d'un devis

Le délai s'applique pour la réalisation de la mise en sécurité et du palliatif :

- Pour les installations de criticité P1, 24 heures.
- Pour les installations de criticité P2, 4 jours ouvrés.
- Pour les installations de criticité P3, 25 jours maximum.

Le titulaire disposera des délais suivants pour remettre son devis :

- Dans un délai de 3 jours ouvrés pour les P1 – 1 jour pour reprendre les observations de l'USID de Cazaux.
- Dans un délai de 5 jours ouvrés pour les P2 – 1 jour pour reprendre les observations de l'USID de Cazaux.
- Dans un délai de 10 jours ouvrés pour les P3 – 3 jours pour reprendre les observations de l'USID de Cazaux.

Le délai de remise en configuration final sera alors fixé par l'USID de Cazaux suivant les éventuels délais d'approvisionnement et autres. Les devis devront préciser les délais d'approvisionnement et les délais de réalisation des opérations.

2.4.3. Respect des délais de réalisation

Sur chaque commande objet du poste 2 est indiqué un délai pour la réalisation des travaux (incluant les délais d'approvisionnement). Les délais de réalisation sont contractuels. En cas de dépassement prévisionnel du délai d'exécution, le titulaire doit en informer immédiatement le l'USID de Cazaux pour évaluer la recevabilité de l'octroi d'un délai supplémentaire. Le cas contraire, les pénalités seront appliquées d'office sur constat de l'USID de Cazaux.

Les prestations à réaliser sur bon de commande doivent faire l'objet d'un planning prévisionnel fourni par le titulaire et validé par l'USID de Cazaux.

2.5. Objectifs en terme de traçabilité lors de la mise en place du contrat

Dans l'attente de la mise en place effective de l'outil spécifique « métier de gestion technique du patrimoine (outil GTP) », le titulaire mettra en place son outil de gestion (du type GMAO) servant à lister les installations et équipements devant faire l'objet d'une maintenance, à affecter un plan de maintenance sur ces installations et équipements, et à suivre l'exécution de ce plan de maintenance. Cet outil de maintenance devra permettre l'extraction de fichiers compatibles avec Excel suivant un formalisme imposé (fichiers pivots) par l'USID de Cazaux, que le titulaire fournira à chaque réunion ou chaque rapport et à tout moment sur simple demande.

N° de projet 24045

Une fois l'outil GTP en service, le titulaire devra consulter et renseigner l'outil sur un poste fourni par l'USID de Cazaux. (voir 1.6.5)

3. Description des prestations attendues – Généralités

3.1.1. Mise en place des prestations – continuité de service

Dès la notification du marché, le titulaire prendra les dispositions nécessaires pour assurer ses fonctions dans les meilleurs délais. Il s'attachera à la découverte des sites et à la localisation des installations. Il définira sans tarder, en partenariat avec l'USID de Cazaux, l'organisation à adopter et prendra toutes dispositions pour rendre opérationnels les moyens matériels et humains mis en place.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à poursuivre et finaliser toutes les commandes engagées au cours du délai d'exécution du présent marché même si la période du forfait est échue.

3.1.2. Elaboration d'un programme de maintenance

A la prise d'effet du contrat, le titulaire proposera un programme de maintenance permettant à l'USID de Cazaux de valider les moyens mis en place.

Ce programme comprendra au minimum :

- L'organisation du titulaire en terme de management des équipes techniques (encadrement, équipes propres, sous-traitants, cotraitants) qu'il compte mettre en œuvre. **Le titulaire assurera la mise en place et la pérennité de l'équipe en place ;**
- Les moyens et les équipements techniques qu'il compte mettre en œuvre ;
- Un planning prévisionnel de maintenance semestriel ;
- Un P.A.Q. pour le contrat, avec démarche contrôle interne, suivi des anomalies, traitement des non-conformités, etc...

Il sera réalisé dans un délai de 1 mois à compter de la notification du marché et fera l'objet d'un document écrit récapitulatif. Il sera remis à l'USID de Cazaux sous format informatique (compatible « pack office »).

Ce programme de prestations (tableau de bord) sera en permanence mis à jour pendant toute la durée du contrat et devra être remis à l'USID de Cazaux lors de chaque revue annuelle ou sur simple demande de sa part.

3.1.3. Matériels.

Le titulaire utilisera, autant que possible, pour la réalisation des prestations les marques des matériels équipant déjà les installations. Les éventuelles équivalences seront justifiées et validées par l'USID de Cazaux.

3.1.4. Etat des lieux et mise à jour de l'inventaire des installations.

A la prise d'effet du contrat, le titulaire établira un état des lieux des installations qui comprendra la mise à jour des inventaires annexés au présent CCTP (annexe 1 à 7) avec une évaluation d'état : très bon état, bon état général, état moyen, signe de vieillissement/fatigue, état dégradé.

Il sera réalisé dans un délai maximum de 1 mois à compter de la notification du marché et fera l'objet d'un document écrit récapitulatif signé par les 2 parties. Cet état sera remis à l'USID de Cazaux sous format informatique (WORD, EXCEL...).

Cet état constituera l'état des lieux contractuel du début du marché : au-delà de ce délai, le

titulaire ne pourra se prévaloir d'une quelconque anomalie pour porter une réclamation ou ne pas satisfaire à ses obligations.

Cet état des lieux sera tenu à jour pendant toute la durée du contrat et devra être remis à l'USID de Cazaux lors de chaque revue annuelle ou sur simple demande de sa part.

Nota important : une évolution de +/- 5% du patrimoine (surface bâtie) n'entraînera aucun changement dans le prix forfaitaire.

3.1.5. Mise en place d'un service d'astreinte

Le titulaire assurera 24 heures/24 et 7 jours/7 une veille téléphonique incluant la mise à disposition de personnel et de matériel d'intervention sur appel téléphonique de l'USID de Cazaux. Le délai d'intervention de l'astreinte est fixé à deux (2) heures maximum à compter de l'appel téléphonique. Un schéma opérationnel et fonctionnel sera fourni au démarrage du contrat.

Ce service d'astreinte devra disposer du matériel et des matériaux nécessaires à effectuer des réparations urgentes sur l'ensemble des équipements relevant du marché.

Le titulaire disposera ensuite des mêmes délais qu'exposé au paragraphe 2.4.2 du présent document pour la remise en configuration de l'équipement défaillant, délais qui démarrera à compter de la sollicitation téléphonique.

3.1.6. Maintien en conformité

Les contrôles et visites réglementaires de conformité font partie d'un marché CVPO spécifique géré par l'USID de Cazaux. Il appartient cependant au titulaire de gérer la conformité réglementaire des installations (notamment ICPE ; IOTA ; ERP...) ainsi que la fréquence des contrôles à réaliser. A ce titre, le titulaire tiendra à jour un inventaire et un échéancier des CVPO à réaliser dans chaque domaine. Il peut être ainsi amené à attirer l'attention de l'USID de Cazaux sur des manquements en matière de contrôles réglementaires.

Le titulaire assurera l'accompagnement des organismes de contrôle lors des vérifications des installations de son périmètre technique. Il assurera : l'accès aux locaux, la conduite des installations pour effectuer les contrôles, l'accès aux équipements et matériels nécessitant un démontage. L'inventaire en annexe du présent CCTP doit permettre au titulaire d'appréhender les périmètres et fréquences des contrôles à réaliser (ICPE, ESP, EDCH, séparateur hydrocarbures, etc.). A la fourniture des rapport, l'exploitation de ceux-ci sera effectuée par le titulaire qui assurera les mises à hauteur relevant de la maintenance dans le cadre du forfait ou établira les devis de mise en conformité qu'il fournira à l'USID de Cazaux.

3.1.7. Prestations à réaliser lors d'un audit

Pendant la période du marché, l'USID de Cazaux pourra, à ses frais, auditer ou lancer toute expertise qu'il juge nécessaire. Ces prestations auront pour but d'évaluer les prestations de maintenance effectuées et de déterminer, s'il y a lieu, les travaux à exécuter sur les ouvrages qui ne seraient pas en état normal d'entretien et de fonctionnement. Le titulaire devra se rendre disponible et assister le prestataire chargé de cet audit.

A la lecture du rapport d'audit s'il apparaît un état anormal d'entretien, l'USID de Cazaux mettra en demeure le titulaire qui ne pourra se soustraire à la levée des défauts constatés dans un délai fixé unilatéralement par l'USID de Cazaux.

3.1.8. Mise en place d'un service de réception, de traitement et de suivi des demandes

En permanence à l'écoute de l'USID de Cazaux et des bénéficiaires, ce service a pour objectif :

- D'assurer le suivi et la traçabilité des opérations de dépannage, de maintenance et d'amélioration ;
- De permettre à l'USID de Cazaux d'exprimer des besoins ponctuels et au titulaire de les prendre en compte et d'en assurer le suivi et la traçabilité ;
- De permettre à l'USID de Cazaux de suivre et de s'assurer de la réalisation des prestations.

3.1.9. Fouilles

Les fouilles éventuellement nécessaires aux réparations d'installations (réseaux enterrés ...) font partie intégrante du marché ainsi que la remise en état des revêtements de surface (enrobés, gazon...). L'entrepreneur assurera la responsabilité pleine et entière des éventuels dégâts causés à des installations lors de mise en œuvre de fouilles (eau, gaz, électricité, réseaux de télécommunications, assainissement...).

Il sera tenu d'exécuter ou de faire exécuter, à ses frais, et dans des délais compatibles avec les impératifs des établissements, les réparations des ouvrages qu'il aurait accidentellement détériorés.

Toute opération nécessitant des fouilles ne pourra être entreprise qu'après passage en CERP (voir 1.5.6.4).

Les différents plans des réseaux (HT, BT, éclairage public, gaz, chauffage, télécommunication...) ne sont pas disponibles auprès du guichet unique (Téléservice Réseaux et Canalisations - DT-DICT). Le chargé d'affaire de l'USID de Cazaux remettra au titulaire avec les différents plans à sa disposition, autorisations et réserves éventuelles. Les conducteurs de travaux du titulaire, devront détenir leur attestation de compétences AIPR.

Ces plans ne sont pas tous à jour ou précis et le titulaire prendra les précautions idoines afin de ne pas dégrader les existants pendant les opérations de fouille.

3.1.10. Locaux techniques et nettoyage de chantier

Le titulaire devra maintenir les locaux techniques des installations objets du marché dans un état normal de propreté. Il sera responsable du nettoyage.

Le titulaire signalera, au cours des réunions périodiques, les anomalies qu'il constate ainsi que la nécessité d'effectuer les nettoyages et débroussaillages d'abords de locaux techniques ainsi que les besoins en correctif investissement sur le bâti des installations.

Pour ce qui est des machines ou équipements implantés extérieurement aux locaux techniques, le titulaire assurera lui-même, ou sous sa responsabilité, le nettoyage ou débroussaillage des abords de ces matériels.

Aussi, le titulaire assurera dans tous les cas, la remise en état normal de propreté de tous locaux concernés par des travaux qu'il aura effectués. Les déchets et gravois seront évacués hors des établissements (voir 1.5.5).

Ces prestations sont réputées forfaitaires lors des travaux de maintenance quelques soit leur type. Le nettoyage du chantier en fin de travaux est compris dans le devis sans utilisation du poste du bordereau.

4. Description des prestations attendues - Poste 1 – Maintenance

4.1. Périmètre technique

4.1.1. Les installations du réseau d'eau potable (détail fourni en annexe 1)

Sont concernés :

- Quatre forages ;
- Deux châteaux d'eau ;
- Deux surpresseurs ;
- Quatre unités de traitement de l'eau (traitement à l'hypochlorite de sodium) ;
- Une unité de traitement de type dosatron au bâtiment 211 de la DGAEV ;
- Un réseau de distribution d'une longueur d'environ 40 km ;
- Quatre réservoirs d'eau potable.

4.1.2. Les installations du réseau d'incendie (détail fourni en annexe 2)

Sont concernés

- Cinq réservoirs incendie (Parking ESRT100 m³, Tour de contrôle 145 m³, HM 9 145 m³, HS52 145 m³, EH 600 m³ (équipé de surpresseurs assurant l'alimentation du réseau incendie et l'aire de lavage hélicoptère, PEP 145 m³), 3 bâches incendie de 120m³.
- Quatre-vingt poteaux « incendie ».

4.1.3. Les installations du réseau assainissement (détail fourni en annexe 3 et 3bis (AFG)).

Sont concernés

- Les réseaux d'évacuation des eaux usées sortie des bâtiments jusqu'à la station d'épuration ;
- Les réseaux d'évacuation des eaux usées sortie des bâtiments jusqu'aux fosses septiques, y compris épandage ;
- 4 bacs à graisses ; 1 à la DGAEV, 2 au mess sous-officier, 1 au mess officier ;
- 16 fosses septiques, ensemencement compris ; dont la station de l'aire à feux (STEP type BIONUT 6380/25 définie pour 35 EH. Voir annexe 3 bis) ;
- 32 postes de relevage(évolutif).
- 2 débitmètres de marque KROHNE

4.1.4. Les installations du réseau eaux pluviales (détail fourni en annexe 4)

Sont concernés :

- Les réseaux d'eaux pluviales ;
- Les regards et puisards d'infiltration ;
- Les grilles et avaloirs ;

- Les saturations bord de piste en 06 et 24.

4.1.5. Les installations séparateurs hydrocarbures (détail en annexe 5)

Sont concernés

- Les séparateurs hydrocarbures. (Analyses) ;
- Alarme sur les installations des séparateurs de l'ESME.

4.1.6. Les piézomètres (détail en annexe 6)

Sont concernés :

- Les piézomètres.

4.1.7. Les bacs à graisse (détail en annexe 7)

Sont concernés :

- Les bacs à graisse.

4.2. Prestations à effectuer

4.2.1. Préambule

D'une manière générale, le titulaire doit :

- Les analyses de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine.
- Les analyses des effluents (détail fourni dans la convention de rejet avec le SIBA, convention évolutive, annexe 9 et 11) ;
- La maintenance, la conduite et l'exploitation des installations de production et des réseaux d'adduction d'eau potable et incendie ;
- La maintenance, la conduite et l'exploitation du réseaux d'eaux usées de l'assainissement collectif ;
- La maintenance et l'exploitation des installations d'assainissements non collectifs ;
- La maintenance de tous les organes et équipements des réseaux ;
- L'accompagnement des organismes de contrôle lors des visites réglementaires ;
- L'assistance pour la recherche d'une pollution sur les réseaux d'eau potable et/ou eaux usées (analyses comprises) ;
- Assurer les dépannages, les réparations ainsi que les modifications ou améliorations nécessaires à la suppression des défaillances dans les limites définies au présent CCTP.

4.2.2. Analyses de l'eau destinée à la consommation humaine

Le titulaire est chargé de vérifier la qualité de l'eau distribuée tous les jours ouvrés, et de se conformer à cet égard aux textes réglementaires et prescriptions de l'autorité de contrôle sanitaire. **Le titulaire organise et prend intégralement à sa charge les analyses découlant des obligations en matière de prélèvements et d'analyses qui lui incombent en vertu des textes en vigueur, ces analyses étant obligatoirement réalisées par un laboratoire agréé par le ministère de la santé pour les prélèvements et les analyses : analyses réglementaires et analyses dans le cadre de l'autocontrôle. Le titulaire aura la charge de réaliser les analyses réglementaires conformément au code de la santé publique article R-1321 et à l'arrêté du 30 décembre 2022 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine et conforme à l'arrêté du 11 septembre**

2011 modifié. Les fréquences et type d'analyses ont été définis en tenant compte des consommations enregistrées et validées par la DRSSA de Bordeaux. Les fréquences et type d'analyses pourront évoluer suivant les consommations ou divers paramètres enregistrés au cours de la validité du marché.

Le nom du laboratoire choisi devra être communiqué avant le début de la réalisation des analyses. Il devra être habilité COFRAC ainsi que par le ministère des Armées et le PPE du site avant analyses.

Le programme indicatif annuel d'analyses de l'eau destinée à la consommation humaine est joint au dossier de consultation (annexe 10). Ce programme est indicatif et pourra évoluer sans impact financier pour l'USID de Cazaux dans le cadre du poste 1.

Les rapports d'analyses devront comporter les lieux de prélèvements, le type d'unités desservies mentionnées dans l'annexe 10, le type d'analyses (D1, D2.....) la date de prélèvement. Le laboratoire devra statuer sur la conformité des analyses qui seront envoyées par mail à l'USID de Cazaux et au PPE du site.

4.2.3. Analyses des effluents

Le titulaire est chargé de vérifier la qualité des effluents rejetés et de se conformer à cet égard aux textes réglementaires et des résultats au regard des demandes formulées dans la convention qui lie le site au SIBA. Les résultats devront être statués par rapport à cet arrêté. Le titulaire organise et prend intégralement à sa charge les analyses découlant des obligations en matière de prélèvements, d'analyses et de débit qui lui incombent en vertu des textes en vigueur : analyses réglementaires et analyses dans le cadre de l'autocontrôle. Le titulaire aura la charge de réaliser les analyses réglementaires conformément aux codes de l'environnement et à la convention de rejets avec le SIBA. Les fréquences et type d'analyses pourront évoluer selon les divers paramètres enregistrés au cours de la validité du marché. Le programme indicatif annuel d'analyses des effluents est joint au dossier de consultation. Toute analyse supplémentaire sera réalisée à la demande et sur bon de commande. Le laboratoire choisi devra être accrédité. Le titulaire remettra le nom du laboratoire choisi qui devra être validé par l'USID avant toute campagne d'analyse.

4.2.4. Tournées

Les tournées de vérification du bon état de marche des installations sont à la charge du titulaire. La fréquence de ces visites ne pourra être inférieure à :

- Un passage quotidien sur le site pour toutes les installations de pompage de surpression et de stockage d'eau potable (contrôle des installations et du taux de chlore à la sortie de chaque forage) ;
- Une tournée deux fois semaine pour les installations d'eaux usées ;
- Une tournée semestrielle pour les différents réservoirs d'eau incendie ;
- Une tournée annuelle des piézomètres (avec remise rapport de visite), détaillée au 4.2.16 ;
- Une tournée annuelle des séparateurs hydrocarbures (avec remise rapport de visite), un deuxième passage prévu pour la station essence.
- Une tournée mensuelle pour la maintenance et contrôle, avec ajout du complément réactif nécessaire, du Dosatron au niveau du bâtiment B211 de la DGAEV.

4.2.5. Forages

Le titulaire doit :

- La vérification du bon fonctionnement de l'installation, le contrôle des débits, les mesures de rabattement et la maintenance électrique ;
- La fourniture et la mise en œuvre des produits de traitement de l'eau. A titre indicatif, la production annuelle d'eau est de l'ordre de 180 000 m³ ;
- Le nettoyage trimestriel des capots de protection des têtes de forage (intérieur/extérieur) ;
- Faire vérifier les compteurs des forages (contrôle, étalonnage) dans le cadre du forfait en début de contrat et aussi souvent que l'impose la réglementation, par un organisme agréé par l'agence de l'eau compétente en vue de l'établissement du certificat d'agrément ; remplacement ou étalonnage à faire en 2025.
- L'enregistrement de toutes les opérations de maintenance et de vérification sur le compte rendu mensuel et le suivi annuel du marché ;
- Prévoir une inspection caméra et remise d'un rapport dans le mois qui suit la notification du marché concernant les forage Z1 et Z2 ;
- Nettoyage/débroussaillage des abords immédiats (5m de rayon) et du périmètre de sécurité des forages.

4.2.6. Réseaux d'adduction d'eau

Le titulaire doit :

- La réparation de dix fuites d'eau par an y compris pièces, main d'œuvre, terrassement et remise des lieux à l'état initial. Avec la remise d'un compte rendu détaillé sous forme de fiche de la réparation comprenant un plan de localisation, la nature et le diamètre de la canalisation ;
- La recherche de fuite préventive sur 5 kilomètres par an de réseaux (hors recherche dans le cadre d'une fuite avérée), avec la remise d'un rapport détaillé de la zone de recherche et des fuites identifiées ;
- La recherche de fuite ou de consommations excessives au débitmètre électronique ou tout autre moyen adapté, comprenant les travaux éventuels associés (balisage, terrassement notamment). Ainsi que la remise d'un rapport identifiant sur plan la localisation de la zone inspectée, les fuites trouvées, les actions menées et les éventuelles observations ;
- La vérification annuelle du bon fonctionnement des organes de barrage (manœuvre et vérification de l'étanchéité,), ainsi que la remise d'un rapport détaillé de chaque vanne, le report sur plan d'une mauvaise localisation, la mise en peinture bleu et le marquage du numéro des vannes au stylo peinture mécanicien sur celles-ci ;
- Le remplacement annuel de 10 vannes complètes + bouches à clés comprenant la dépose de la bouche existante, la création d'un socle béton légèrement surélevée de 50cm X 50cm, les travaux de remise en état et de reconstitution des revêtements à l'identique ;
- Le marquage des vannes d'arrêt et le report des erreurs d'implantation sur plan ;
- Le maintien à hauteur des couvercles de fermeture des chambres à vannes et réservoirs.
- Maintien à hauteur des balises de repérage installées sur le réseau d'eau,
- Une mesure de débit de nuit par semestre avec remise d'un rapport succinct avec les valeurs relevées.

- Le contrôle annuel du régulateur de pression situé au niveau du PC8.

4.2.7. Réservoirs

Le titulaire doit :

- La désinfection et nettoyage annuel des réservoirs d'eau potable ;
- Le contrôle des sondes de niveau et de la GTC ;
- La vérification du bon fonctionnement des vannes ;
- Le nettoyage tous les deux ans de l'intérieur des réservoirs incendie ;
- Le contrôle annuel du bon état du génie civil, des ventilations, des capots, échelles et des systèmes de condamnation.

4.2.8. Surpresseurs

Le titulaire doit :

- La vérification du bon fonctionnement de l'installation au moins une fois par semaine ;
- Le contrôle à cette occasion des débits et maintenance électrique et mécanique.

4.2.9. Poteaux incendie

Le titulaire doit :

- Une inspection des poteaux incendie par an comprenant les essais d'étanchéité, de pression et débit, la vérification des équipements et la remise à hauteur (chaînes, bouchons, numérotation...) ainsi qu'un compte rendu de visite. La visite se fera avant le 15 juin pour une remise de rapport avant le 15 juillet de chaque année ;
- Le remplacement annuel de 03 poteaux incendie, comprenant la dépose du poteau existant, la confection d'une dalle béton, le raccordement et les essais à réaliser avant la mi-mai de chaque année ;
- Nettoyage/débroussaillage des abords immédiats (5m de rayon).

4.2.10. Fosses septiques

Le titulaire doit :

- Une vérification annuelle de bon fonctionnement, y compris trappes d'accès, ... ;
- L'activation de ces fosses (ensemencement) ;
- Sont compris au titre du forfait une vidange et un ensemencement annuel de chaque fosse (conformément à l'annexe 8 où les périodes de vidange sont données à titre indicatif) ;
- Pour la STEP type BIONUT 6380/25 de l'AFG, définir, mettre en place et suivre un cahier de vie et de suivi conforme à l'arrêté du 21 juillet 2015, une analyse annuelle DCO/DBO5/Mes, ph, paramètres azotés.

Le titulaire remettra à l'USID de Cazaux un bon d'intervention avec les quantités évacuées, par fosse, et le BSD associé en dissociant le site de la Base de Défense (BA120) et de la DGA/EV.

4.2.11. Bacs à graisse

Le titulaire doit assurer le nettoyage complet des bacs à graisse selon la périodicité définie en annexe 8 du présent CCTP. La liste des boîtes à graisse et leur capacité est en annexe 7. Le titulaire remettra à l'USID de Cazaux un bon d'intervention avec les quantités évacuées et le

BSD associé en dissociant le site de la Base de Défense (BA120) et de la DGA/EV.

4.2.12. Interventions sur les installations et réseaux d'eaux usées et pluviales

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre un camion hydrocureur et le personnel d'exploitation nécessaire à l'exécution du programme d'entretien préventif des ouvrages hydrauliques des installations détaillées en annexe 8, selon la périodicité détaillée dans cette même annexe. L'évacuation des résidus de curage est à charge du titulaire.

En plus de cet entretien préventif systématique, le forfait comprend 150h de nettoyage et hydrocurage sur l'ensemble du réseau, déclenchées sur demande de l'USID de Cazaux, dans la limite de 40 déplacements annuels. Ces interventions sur les réseaux d'eaux usées et pluviales pour des nettoyages/débouchages à l'hydrocureur avec personnel d'exploitation compris évacuation des déchets se feront sous un délai de 4h.

En plus de ces prestations d'hydrocurage, le titulaire doit au titre du forfait du présent marché :

- Annuellement, la réparation de sept fuites sur les réseaux d'eaux usées et pluviales comprenant : réparation de la canalisation y compris pièces, main d'œuvre, terrassement, évacuation des matériaux et remise des lieux à l'état initial ;
- L'inspection du réseau d'eau pluviale de la piste (ICPE) une fois par an et fournir un rapport détaillé ;
- Un nettoyage annuel au niveau des réseaux EP ainsi qu'une inspection visuelle au niveau des satujos, collecteurs, caniveaux, grilles à fossé. Cette prestation devra être tracée sur le rapport mensuel et annuel ;
- Un nettoyage et une inspection vidéo à réaliser en 2027 avec la remise d'un rapport détaillé sur les canalisations en diamètre 2000 des seuils 24 et 06 de la piste ;
- Le nettoyage/débroussaillage des abords immédiats (5m de rayon).
- Le contrôle annuel des débitmètres EU au PR0 en sortie réseau SIBA et en sortie DGAEV au poste PR19 par la société KROHNE (fabricant), en présence d'un agent ELOA pour le PR00, avec émission d'un rapport de vérification.

En cas d'urgence lors d'une casse, le titulaire devra pouvoir mettre en place une équipe d'intervention et les moyens associés, sous 2 h en heures ouvrées afin de contenir la fuite.

4.2.13. Analyses réseau d'eaux usées.

Le titulaire doit :

- Faire procéder à ses frais aux analyses des effluents (eau brute), selon la périodicité et les critères imposés par le SIBA (cf. annexe 11 et 9) et la réglementation (cf. art 7.16.12, et à l'arrêté du 21 juillet 2015) ;
- Station de l'aire à feux : faire procéder à ses frais aux analyses des effluents 1 fois par an (cf. annexe 9).

4.2.14. Postes de relevages

Le titulaire a la charge d'exécuter le programme d'entretien préventif suivant :

Type d'entretien	Consigne	Périodicité
Ouvrages de génie civil (cuve)	Nettoyage au jet (si existence d'un point d'eau), pour maintenir un aspect correct. Éviter la dégradation du génie civil (racines, herbes, arbustes ...).	Suivant état général ou sur demande de l'USID de Cazaux. Au minima une fois

		l'an
Coffret électrique	Vérifier le bon état général (étanchéité de l'armoire ; état du socle ; fermeture), S'assurer de la présence de l'énergie électrique et du fonctionnement des groupes en manuel (relever les intensités si existence d'un ampèremètre).	Hebdomadaire
Groupes électropompes	Vérifier après avoir vidé la cuve le bon positionnement des groupes, l'état des barres de guidages, des canalisations et des chaînes.	Semestriel
Régulateurs de niveau	Vérification visuelle des régulateurs et nettoyage manuel si nécessaire.	Hebdomadaire
Compteurs des équipements	Effectuer les relevés des différents compteurs afin de contrôler les rythmes de fonctionnement du poste.	Mensuel
Ensemble station	Vérifier le bon état des fermetures (cadenas ; serrure ; clôture).	Mensuel

- Nettoyage/débroussaillage des abords immédiats (5m de rayon).

4.2.15.Séparateurs hydrocarbures

Le titulaire doit l'entretien préventif des installations listées et selon la périodicité fixée dans l'annexe 5 :

- La mise en œuvre d'un camion hydrocureur et le personnel d'exploitation nécessaire pour la prestation ;
- Le pompage des hydrocarbure liquide et pâteux, ainsi que toutes les boues présentes ;
- Le nettoyage par jet à haute pression du fond et des parois du séparateur hydrocarbure ;
- Le nettoyage haute pression des grilles de collecteurs, ainsi que le nettoyage du réseau de collecte avec contrôle visuel (présence de racines, etc...) ;
- Le nettoyage haute pression des abords directs autour des grilles avaloirs de collecteurs ;
- Le contrôle du bon fonctionnement des systèmes de filtrages (flotteur, etc...) ;
- La remise en eau des séparateurs ;
- L'évacuation et la destruction des déchets après traitement dans un centre agréé avec émission de BSD en indiquant les quantités par installation ;
- La réalisation d'un rapport qui sera remis à l'USID de Cazaux, avec des photos des ouvrages et un récapitulatif des observations éventuelles, les quantités évacuées et de la copie des BSD ;
- Analyses sur les installations classées ICPE IOTA (détail en annexe 5) ;
- La vérification des alarmes ;

- Nettoyage/débroussaillage des abords immédiats (5m de rayon).

En cas de pollution accidentelle, le titulaire informera immédiatement l'USID de Cazaux qui déclenchera la procédure d'urgence.

4.2.16. Piézomètres

Le titulaire doit une tournée annuelle selon la liste des piézomètres jointe en annexe 6 :

- Nettoyage/débroussaillage des abords immédiats (5m de rayon) ;
- Nettoyage des parties visibles, des capots de protection (intérieur /extérieur) ;
- Remise en peinture si besoin ;
- Vérification du bon fonctionnement du dispositif de fermeture/condamnation, compris fourniture ;
- Vérification et mise à jour base documentaire et plans ;
- Une analyse par an et par séparateur en séparant la partie DGA/EV de la partie Base de Défense (BA120). Un rapport papier et en version électronique sera remis à l'USID de Cazaux.

Dans ce rapport il y aura :

- Un plan de localisation des piézomètres ;
- Les fiches techniques reprenant les caractéristiques ;
- La méthodologie des prélèvements ;
- La conclusion ;
- Le résultat des analyses.

4.2.17. GTC EU

A charge du titulaire de réaliser au titre du forfait :

- Mise à jour logicielle des outils de supervision et moyens de communication ;
- Maintenance préventive (purges de fichiers, sauvegarde de données...) ;
- Maintenance corrective (remplacement et/ou paramétrage de matériels et logiciels défectueux).

4.3. Maintenance corrective

Le titulaire sera informé des dysfonctionnements devant provoquer une intervention en dépannage par :

- Le suivi des alarmes et des synoptiques qu'il effectuera lui-même sur la GTC ;
- L'USID de Cazaux : par téléphone en cas d'urgence, régularisée par demande d'intervention (DI) ou par émission d'une DI via la gestion technique des matériels ou par mail en attendant l'accès du titulaire à GTP ;
- Les opérations de maintenance systématique ;
- Les tournées à effectuer.

Pendant les heures ouvrées, le titulaire dispose des délais fixés au paragraphe 2.4.2 pour remédier aux dysfonctionnements.

Pour ce faire, le titulaire mettra en place tous les moyens qu'il jugera nécessaire et notamment un stock de pièces détachées correspondant à la réactivité attendu par le SID. La maintenance de ces appareils est à la charge du titulaire. En cas d'impossibilité de remettre en service une installation dans les délais impartis, le titulaire pourra être amené à avoir recours à du matériel de location, et ce, au titre du marché.

Le titulaire assurera 24 heures/24 et 7 jours/7 une veille téléphonique incluant la mise à disposition de personnel et de matériel d'intervention sur appel téléphonique de l'USID de Cazaux. Les modalités sont explicitées au paragraphe 3.1.5 du présent document.

5. Description des prestations attendues - Poste 2 sur bons de commande

5.1. Généralités

Les prestations de ce poste seront constituées des prestations non comprises dans la part forfaitaire. Elles pourront concerner des installations non couvertes dans le poste forfaitaire et émaneront de l'USID de Cazaux exclusivement. Elles auront pour objectif le maintien à hauteur d'installations ou la réalisation de petites installations nouvelles. Les prestations à la demande se subdivisent en deux parties : les prestations pour lesquelles les prestations sont définies dans le BPU et lancées sur bons de commande spécifiques ; les prestations non prévisibles, pour lesquelles les prix peuvent ne pas être définis dans le BPU (utilisation du taux horaire contractuel et du coefficient contractuel de majoration pour fournitures pour établissement des devis si prestations hors BPU).

5.2. Devis

L'USID de Cazaux établira une demande de devis particulière ou une mention dans un compte-rendu afin de préciser les travaux à étudier et chiffrer. Les délais d'établissement des devis ne devraient pas dépasser :

- 3 jours ouvrés pour les P1 – 1 jour pour reprendre les observations de l'USID de Cazaux.
- 5 jours ouvrés pour les P2 – 1 jour pour reprendre les observations de l'USID de Cazaux.
- 10 jours ouvrés pour les P3 – 3 jours pour reprendre les observations de l'USID de Cazaux.

Les devis seront normalement établis suivant le bordereau de prix du marché et devront faire apparaître pour chaque poste, le numéro de la ligne de référence du BPU.

Dans des conditions normales, les lignes de balisage et de nettoyage de chantier ne devront pas apparaître dans les devis car ces prestations sont comprises dans les prix du BPU.

Les devis devront préciser les délais d'approvisionnement et les délais de réalisation des opérations.

5.3. Prestations non définie au BPU

Les prestations hors bordereau concernent des prestations non incluses au forfait et non prévues dans les prestations prédéfinies. Ces prestations rares feront à chaque fois l'objet d'un bon de commande pour répondre à ce besoin nouveau.

Le titulaire présentera une offre (technique et financière) pour chaque projet. Cette offre sera accompagnée de toutes les pièces utiles au jugement de l'offre (fiches techniques, plans, etc.) à la demande du chargé d'affaires **ainsi que du devis de fourniture.**

La notification des travaux interviendra par la réception par le titulaire d'un bon de commande émit dans les conditions du CCAP.

Pour réaliser son devis, le titulaire utilisera :

- Le taux horaire contractuelisé dans le BPU (main d'œuvre) ;

- Le coefficient contractuel de majoration (coefficient K) pour fournitures appliqué sur un prix « déboursés secs ».

5.4. Réalisation

La réalisation des travaux est soumise à inspection préalable déterminant si le cadre des travaux reste dans le périmètre du plan de prévention annuel ou s'il doit donner lieu à l'établissement d'un plan de prévention spécifique, et éventuellement d'un permis feu et d'un permis de fouilles/commission pyrotechnique.

Le titulaire devra communiquer à ses personnels, avant réalisation, les règles de sécurité et de fonctionnement spécifiques déterminés lors de l'inspection. Les travaux à la demande ne seront pas réalisés par des personnels affectés aux prestations forfaitaires. Ils seront toutefois réalisés sous la direction du responsable de site qui sera le mieux à même de percevoir les incidences sur le fonctionnement de l'établissement.

Selon la nature des travaux à réaliser et aux vues des dates contractuelles de réalisation, l'USID de Cazaux pourra demander l'établissement d'un planning prévisionnel de travaux.

5.5. Admission

La date de fin de prestations est fixée sur chaque bon de commande et doit être, hors aléas non imputables au titulaire, reconnue comme contractuelle.

La date d'admission pourra être avancée sur demande du titulaire au moins huit jours avant la date souhaitée.

Si les prestations ne peuvent être réalisées dans les délais impartis, il appartient au titulaire de solliciter un report de délai argumenté même si ce retard ne lui est pas imputable.

L'admission des prestations inclut la remise des documents techniques et plans ou toutes autres pièces constituant le dossier.

5.6. Documents à fournir avant travaux

Les travaux à réaliser ne pourront débuter sans la validation par l'USID de Cazaux, des documents en lien avec l'opération à réaliser.

Seront à fournir avant travaux (liste non exhaustive) :

- Fiches techniques des matériels/matériaux proposés ;
- Notes de calcul ;
- Fiches sécurité des produits employés ;
- Plans « état futur » de l'installation ;
- A.C.S ;
- Tous documents pouvant être demandés par le maître d'œuvre.

5.7. Documents à fournir après travaux

Un DOE (dossier des ouvrages exécutés) comprenant tous les documents techniques, les analyses et plans doit être remis lors de l'admission.

A la suite des prestations qu'il aura effectuées, le titulaire modifiera en conséquence les

documents en sa possession et fournira dans tous les cas dans le DOE :

- Les plans conformes à l'exécution ainsi que les plans de recollement (sous format pdf + microstation/extension DGN ou AUTOCAD version 2012/extension dwg) et plans sur papier (un exemplaires) ;
- La documentation technique détaillée avec notice de fonctionnement ;
- Les fiches d'entretien et garantie matériels ;
- Un reportage photo des travaux réalisés ;
- Les certificats d'épreuve et les rapports de contrôles éventuels.